
MEDIAS, SOCIÉTÉ CIVILE ET ENGAGEMENT : QUELLE RÉPONSE POUR L'AFRIQUE DE DEMAIN ?¹

Expédit B. OLOGOU**Docteur en Science politique, Président du CiAAF**

Me demander de dire un mot sur la société civile, les médias et l'engagement citoyen en la terre du Faso de Sankara, celle des révoltes d'octobre 2014, c'est m'obliger à être très peu pertinent, à n'avoir presque rien à dire. Puisqu'ici, l'Histoire a déjà tout dit ! N'est-ce pas là me soumettre à un exercice périlleux d'autant qu'il m'est fait injonction de scruter l'avenir, de m'essayer à un exercice d'afro-futurisme ? Mais, je dois d'emblée dire que cet exercice ne relèvera ni de l'afro-optimisme ni de l'afro-pessimisme. Cet afro-futurisme sortira de mon propre cru à partir d'observations du laboratoire du Faso et d'ailleurs en Afrique afin d'avancer quelques petites et rapides banalités.

La *première petite vérité*, c'est que les médias classiques sont quelque peu à l'abandon, et surtout les médias classiques du service public sont en agonie ou en survivance. La faute est à l'avènement des nouveaux médias. Ceux-ci ont brisé la côte à ceux-là. Par conséquent, la gouvernance habituelle de nos Etats, souvent adossée à un contrôle hermétique des médias publics traditionnels, en est insécurisée et affolée. Jamais en Afrique la démocratisation de l'opinion n'a été aussi palpable ! D'ailleurs, les jeunes Africains, notamment ceux qui sont à l'avant des mobilisations citoyennes, pensent de moins en moins aux médias classiques et ne pensent presque plus aux médias classiques du service public pour la vulgarisation de leurs actions. La raison ? Les médias du service public sont en général lents, indolents, lourds « ringards », totalement avachis dans des réflexes non-démocratiques même dans des pays dits démocratiques.

Notre temps, *seconde petite vérité*, le temps de la société civile africaine d'aujourd'hui, est donc le temps des nouveaux médias. Le temps de la rapidité, de la réactivité, de la fulgurance, de l'ouverture, de la circulation de l'information à la vitesse de l'éclair, le temps de la liberté surtout. Et si l'on observe bien, les caractéristiques des nouveaux médias sont quasiment identiques à celles de la jeunesse : réactivité, vie et vigueur, fulgurance, surgissement, rapidité, liberté, etc. Et on le voit bien aujourd'hui : lorsque la société civile emprunte à la jeunesse ses bienheureuses facultés et tire des médias sociaux le meilleur de leurs généreuses possibilités, les gouvernants tremblent, parfois tombent. La gouvernance bouge, parfois change, en mieux, même si c'est à petits feux.

¹ Cette réflexion est une version remaniée d'une Keynote présentée au deuxième Sommet des Africivistes à Ouagadougou, Hôtel Silmandé, le 22 juin 2018.

En ce sens, la société civile est fondamentalement politique. Car elle participe, parfois de façon quasi-radical, comme on l'a vu au Burkina-Faso en 2014, à (re) définir les contours de la gouvernance de l'Etat, à indiquer la nouvelle voie à suivre, et surtout à rester debout à veiller.

Un message noble et fort se dégage de l'action citoyenne de la jeunesse africaine de ces dernières années, et peut-être en a-t-il toujours été ainsi. Le jeune citoyen qui s'engage, proclame par son engagement : *je suis de cette Cité, je me bats pour qu'elle fonctionne mieux, qu'elle soit mieux gouvernée afin que chacun et tous se portent bien et mieux. Et ceci, je le fais sans de l'argent, parfois au prix de ma vie, sans forcément être à la recherche de l'exercice du pouvoir politique.* Il y a là dans l'engagement citoyen du jeune une sorte de sacerdoce républicain. Ces actes de sacerdoce avaient et ont toujours cours dans nos villes et campagnes. Et nos héros silencieux se battent les mains nues jusqu'à ce qu'on les tue, dans certains cas. Ce que les nouveaux médias font d'extraordinaire aujourd'hui, c'est qu'ils contribuent, par le partage, la spontanéité, à populariser, à proclamer à *la ville et au monde*, mais aussi au village, les actes de sacerdoce républicain. Par les médias sociaux, les jeunes engagés qui sont à l'œuvre montrent et disent aux jeunes de leur temps : *c'est possible, nous l'avons fait, et presque rien de grave ne nous est arrivé, et nous ne sommes pas tous morts !* Pour se convaincre de la place des médias sociaux dans l'engagement citoyen et dans la vie de nos sociétés, il suffit d'imaginer ce que nos Etats seraient ces dernières années sans les médias sociaux. La Tunisie ? Le Burkina-Faso ? **La démocratie numérique est ou sera désormais le nerf de la démocratie en Afrique.** C'est pourquoi, il faut être plus attentif au temps qui arrive.

Et demain ?

L'événement majeur auquel doit faire face l'Afrique de demain est l'avènement du nombre et de l'intelligence. Ceux qui gouverneront l'Afrique de demain auront en face d'eux une jeunesse nombreuse et cérébrale. Les prévisions démographiques suggèrent qu'à l'horizon 2050 les Africains seront plus de 2 milliards et 75% d'entre eux seront jeunes. La jeunesse africaine de demain sera une jeunesse sophistiquée, avec des exigences plus complexes donc plus difficiles à contenter. L'Afrique à venir sera une Afrique rebelle, immaîtrisable en son réservoir de vies et de vigueurs, en ses difficultés de vie et de survie aussi. Les leaders de l'Afrique qui vient sont avertis.

Il n'est cependant pas dit que l'Afrique à venir des mobilisations citoyennes est sans insuffisances. Elle risque quelques pièges qui peuvent lui être fatals : **la passion du superflu, la passion de la légitimité absolue au nom du peuple**, etc. Mais il y a un risque sur lequel, je voudrais rapidement insister : le *consumérisme technologique fatal*. Les avancées des technologies de l'information et de la communication offrent à la jeunesse africaine les

moyens d'engager des solutions concrètes aux problèmes vitaux de tous les jours. C'est une chose formidable ! Mais il y a le risque que l'Afrique de demain soit taillable et corvéable au rythme d'illusions technologiques qui, hélas !, ne produiront pas toutes les solutions adaptables aux problèmes spécifiques et locaux de nos pays. Et l'enthousiasme des activistes des nouveaux médias est tel qu'on oublie que les populations au nom desquelles on parle n'ont pas encore l'eau, l'électricité, parfois le pain de tous les jours. Il y a donc une circulation circulaire des connaissances et des outils entre ceux que je peux appeler *les élites numériques africaines*. Il y a désormais un marché de la citoyenneté numérique. Certains jeunes en sont devenus des experts parfois au détriment des préoccupations dont la défense leur a conféré la *légitimité numérique ou la légitimité digitale* dont nombre d'entre nous vivent et se gargarisent tant.

Le sort du jetable

Il nous faut donc éviter que l'Afrique qui vient devienne un gadget et subisse le sort du jetable. En effet, un gadget, ça ne pense pas et à peine ça se pense. Ça s'utilise et ça se jette, parce que l'on sait que ça n'est pas fait pour durer. En fabriquant le gadget, l'on est plus rivé sur sa date de mort que sur le cours de sa vie ; ou du moins on le fabrique en sorte de tirer le maximum de profit de sa courte vie. Pour le reste, le spectre du rien et de la poubelle sans couvercle s'en chargera. En bien des points, l'Afrique à venir se construit sous l'ombre maléfique de ce spectre. Bien des problèmes et préoccupations sérieux évoqués *via* les réseaux sociaux subissent ce sort du gadget et du jetable. En effet, une fois le problème évoqué, un torrent de passions se déchaîne, des « like » se multiplient à l'envie, le sujet peut devenir « viral », d'importantes solutions peuvent être parfois trouvées, mais en bien des cas, passé le temps des *passions, dénonciations et compassions numériques*, *le problème est abandonné sur le quai digital voire jeté à la mer des oublis numériques. Puisqu'en effet, une autre vague houleuse de sujets et préoccupations aussi utiles que futiles arrive déjà et occupe déjà l'attention.*

Il faut éviter que l'Afrique de demain soit quelque chose de jetable. Aujourd'hui, il y a des parts entières de l'Afrique immatérielle qui sont jetées, détruites : les vestiges et les fresques de Tombouctou et de Gao, et toutes les autres richesses symboliques sur le continent à l'occasion de situations les unes aussi diverses, complexes que les autres. Mais ça, ce sont les choses. Mais, il y a surtout les vies, des milliers de vies africaines qui sont des vies jetables et jetées à vau-l'eau-, au galop, dans l'eau de la Méditerranée. Ce sont des milliers de vies humaines devenues des **vies-gadgets**, frappées par ce sort du jetable. Ce sort du jetable qui fait que rien ni personne n'est créé, entretenu et promis à un statut viable, vivable et durable au même titre que des choses et des personnes de la même espèce.

C'est pourquoi, il nous faut dès maintenant penser à une répartition du travail de l'action citoyenne, qui soit intelligente et stratégique. Nous ne pouvons pas, nous ne pourrons pas être tous promoteurs de start-up, nous ne serons pas tous installés dans la Silicon Valley de l'Afrique qui vient. Dans l'« effervescence créatrice » de la démocratie numérique, des applications, des start-ups tous azimuts, l'observateur qui scrute l'horizon peut apercevoir un désordre, heureux pour l'heure, dans l'appropriation des nouvelles possibilités par les jeunes. Mais ce désordre heureux peut produire à moyen terme du vertige.

On peut imaginer cette répartition du travail de l'Afrique qui vient. Il doit avoir une Afrique qui agit avec le génie du bricolage des solutions pragmatiques. Et puis, il doit avoir une Afrique qui pense et réfléchit sur son immédiat et son long avenir pour tenter un renouvellement de la pensée stratégique sur le devenir du continent. Cette pensée stratégique doit, par exemple, explorer les nouvelles formes d'engagement citoyen par les nouveaux médias qui ne confine pas la société civile dans une posture de bavardage intempestif, d'échafaudage et de dissémination de technologies et d'outils de mobilisation passe partout et fourre-tout. Cette réflexion sur l'Afrique qui vient, et sur sa société civile en particulier, doit conduire à la mise en place de *think tanks*, formels ou informels locaux, nationaux voire transnationaux, stratégiques en leur création et en leur déploiement. Si j'insiste sur ce point, c'est, me semble-t-il, l'une des principales faiblesses de l'engagement citoyen et de l'engagement du jeune aujourd'hui en Afrique : l'absence remarquable de pensée stratégique. Les réservoirs de vies et de vigueur que constituent les jeunesse africaines peuvent en venir à tarir si leurs actions ne sont pas stratégiquement pensées et implémentées, et ce de façon *transnationale*. L'action de mobilisation de jeunes dans certains pays d'Afrique aurait prospéré et été bénéfique, si les tactiques de mobilisation de l'instant avaient été inscrites dans des stratégies futuristes cohérentes.

C'est à ce prix que nous aurons demain, une société civile, mieux engagée, qui ne sera pas jetable, qui dure, qui évite une gouvernance susceptible de transformer nos pays en des *Etats jetables* sur la scène mondiale.